

LE MRAP ET LE PROCHE-ORIENT

Des journées d'étude ont été organisées fin juin pour faire le point sur cette région explosive du globe

"En pleine crise du Moyen-Orient, un Algérien vivant à Paris rencontre un juif de sa connaissance. Ils hésitent à se tendre la main:

- **Ne sommes-nous pas ennemis?**
s'inquiètent-ils?

Ils s'expliquent, constatent qu'entre eux rien ne doit changer; et la conversation se termine, amicale, au café voisin.

Cette anecdote (authentique) est révélatrice du climat qui a régné en France, ces dernières semaines. Si, dans ce cas précis, les malentendus ont pu être surmontés par un simple contact humain, il n'en a pas toujours été de même. Une vague de préjugés, de peurs irraisonnées, de passions et de haines, a submergé l'opinion publique, et particulièrement, bien sûr, les principaux intéressés, dans la mesure où un conflit entre Etats - Israël et les pays voisins - se trouvait ainsi transposé en un conflit ethnique, opposant juifs et Arabes".

Cet éditorial de **Droit et Liberté** date de juillet 1967. Il traduit bien le désarroi qui s'est emparé de la société française après la guerre dite de "Six Jours", et pas seulement chez les racistes. Le 10 juin 1967, au terme d'une campagne-éclair contre l'Egypte de Nasser, la Jordanie et la Syrie, les forces israéliennes occupent le Sinaï, la Cisjordanie et les hauteurs du Golan. Vingt ans après ce sinistre mois de juin 67, qui venait conclure une escalade à la violence et à la provocation de part et d'autre, l'Etat israélien occupe toujours la Cisjordanie.

En France, à cette époque, les passions se déchaînent. Poussés par la crainte d'une éventuelle disparition d'Israël, éventualité souvent évoquée par des proos belli-

queux du côté arabe, hantés par le souvenir du génocide, émus par ce petit pays entouré de millions de personnes qui lui sont hostiles, la plupart des juifs de France, mais aussi une majorité de non-juifs, prennent fait et cause pour la politique israélienne d'occupation des territoires. Même si la situation du jeune Etat est précaire et tendue depuis sa création, personne ne sait encore, en ce mois de juin 1967, que cette occupation de la Cisjordanie va pourrir la vie politique et sociale d'Israël pour les vingt ans à venir.

On voit alors des choses bizarres, un avocat juif embrasser au Palais Me Tixier-Vignancourt, pourtant marqué comme appartenant à l'extrême-droite antisémite, parce que ce dernier a pris position pour Israël. On lit le pétainiste Xavier Vallat expliquer "Pourquoi je suis sioniste". Par haine des Arabes, alors que le souvenir de la guerre d'Algérie reste vivace, l'extrême-droite française pousse Israël à la guerre, comme elle l'avait fait pendant la crise de Suez en 1956, où l'on voyait M. Le Pen se porter volontaire pour sauter en parachute sur le Caire.

Une situation difficile

1967, en fait, c'est un tournant dans l'histoire du MRAP. Extrêmement sensible, dans sa genèse même, à l'antisémitisme, le mouvement évolue avec l'histoire. A travers le conflit algérien, à travers la dénonciation des violences commises, à travers le quasi consensus qui se développe en France pour la négation de tout droit aux Palestiniens, il s'est progressivement intéressé à la défense des populations arabes, sans abandonner d'un pouce la lutte

contre l'antisémitisme. Et c'est précisément ce consensus qui l'inquiète. Dans un sondage de "France Soir" du 1er juillet, 56 % des Français se déclarent en sympathie avec Israël dans le conflit, pour 2 % seulement avec les pays arabes.

Sur une bretelle de l'autoroute du Nord, on lit ce graffitti: Nasser = Hitler. Allant complètement à contre-courant, le MRAP décide de publier un appel qui rappelle le droit imprescriptible à l'existence des Israéliens, mais aussi des Palestiniens, à vivre sur leur terre et dans leurs droits. C'est la première fois que l'on donne, en France, une position prenant en compte les deux peuples.

Le texte rencontre un immense succès auprès de nombreuses personnalités, effrayées par le manichéisme de l'analyse majoritaire. Ils signent des deux mains ce texte qui rappelle simplement ces principes, dénonce les va-t-en-guerre, rappelle la lourde responsabilité des puissances étrangères dans l'exacerbation des conflits, et dénonce le caractère explosif des inégalités sociales en Israël. Beaucoup de gens y trouvent un lieu où exprimer leur désarroi et leur désir d'une solution négociée. Le MRAP, en fait, arrive à déclencher un courant d'objectivité, qui se traduira quelques semaines plus tard, par l'organisation d'une table ronde contradictoire à ce sujet et la publication dans **Droit et Liberté** de nombreuses réactions, dont le moins qu'on puisse dire, à les relire vingt ans après, c'est qu'elles naviguent allègrement d'un extrême à l'autre. Dans cette crise de 1967, le MRAP venait de trouver son identité, celle d'un lieu de dialogue et d'analyse au-delà de la haine et des préjugés. Ce qui lui valut nombre d'adhésions nouvelles... et autant de départs.